Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
15 SEPT 1951
Bureau Coordination

VVV. L.2312/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 21 août 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la nomination de sous-lieutenant de gendarmerie et à la nomination de sous-lieutenant élève de gendarmerie par la voie du cadre", a donné en sa séance du 24 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 21e Augustus 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de benoeming van onderluitenant van de rijkswacht en de benoeming van onderluitenant-leerling van de rijkswacht langs het kader", heeft ter zitting van 24 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 7 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers,modifiée par les lois des 14 juillet 1930 et 30 mai 1951, prévoit que le candidat sous-lieutenant de gendarmerie devra tout d'abord être nommé sous-lieutenant élève soit après avoir suivi avec succès les cours de l'Ecole royale militaire, soit après avoir passé un examen de sous-lieutenant par la voie du cadre; le projet d'arrêté royal relatif à la nomination de sous-lieutenant de gendarmerie et à la nomination de sous-lieutenant élève de gendarmerie par la voie du cadre a comme objet en ses articles 5 à 20 de régler l'organisation de cet examen.

Le même article de la loi du 15 septembre 1924 prévoit de plus que le sous-lieutenant élève devra suivre avec succès des cours et stage à l'Ecole d'application de la gendarmerie; le projet d'arrêté royal relatif à l'organisation de l'Ecole d'application de la gendarmerie crée cette école et en détermine l'organisation.

Au sortir de cette école,le sous-lieutenant élève sera nommé sous-lieutenant après avoir réussi un examen de sortie; les articles 1er à 4 du premier projet ont comme objet de régler les modalités de cet examen et de la nomination au grade de sous-lieutenant.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que les deux projets qui lui sont soumis seraient utilement fusionnés, de telle manière que toutes les questions relatives à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie soient traitées dans un seul et même arrêté.

II.

Le projet devrait être rédigé de manière logique :

1° un chapitre I devrait traiter de l'examen de sous-lieutenant élève par la voie du cadre; un chapitre II de la nomination au grade de sous-lieutenant et un chapitre III des dispositions générales;

2° les dispositions ayant trait à l'examen de sous-lieutenant par la voie des cadres devraient être rangées sous deux sections : une section I ayant trait à l'épreuve littéraire et scientifique,et une section II à l'épreuve professionnelle; dans le projet, les dispositions concernant l'une et l'autre de ces épreuves sont dispersées.

III.

L'article 3 du projet contient une contradiction : dans son premier alinéa le Roi donne au Ministre la compétence de fixer le programme des connaissances

.../...

requises pour l'examen de sortie de l'Ecole d'application; par contre, le Roi fixe lui-même ce programme dans le second alinéa de cet article; le premier alinéa devrait, dès lors, être omis.

IV.

La disposition de l'article 4, alinéa 3, n'est pas relative à la nomination de sous-lieutenants élève ou de sous-lieutenant de gendarmerie; telle qu'elle est rédigée, cette disposition est d'application durant toute la carrière de l'officier.

Pour autant qu'elle puisse être prise sans violer l'article 9 de la loi du 15 septembre 1924, modifié par la loi du 30 mai 1951, cette disposition ne devrait pas trouver sa place dans le projet actuel, mais bien dans la section II de l'arrêté royal du 12 mars 1951 pris en exécution de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

V.

L'article 5 du projet ne fait que reprendre des dispositions soit de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, soit de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des

langues à l'armée. Ces dispositions doivent être omises; il convient de s'abstenir de faire apparaître dans la forme réglementaire des dispositions de nature législative.

VI.

L'article 7 de la loi du 15 septembre 1924 dispose que le programme de l'examen de sous-lieutenant par la voie du cadre est fixé par arrêté royal. L'article 8 du projet ne répond pas au prescrit de la loi lorsqu'il dispose que le Ministre de la Défense nationale arrête le programme des connaissances requises et que l'examen professionnel porte sur des matières militaires, administratives et techniques.

VII.

L'article 11 du projet dispose que le Ministre de la Défense nationale statue sur les dispenses prévues aux articles 9 et 10.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de faire statuer sur chacune des dispenses, il y aurait lieu de modifier les deux alinéas de l'article 9 qui accordent aux candidats, se trouvant dans les conditions qu'ils précisent, un droit à être dispensés de certaines épreuves.

VIII.

L'article 12 du projet dispose que nul ne peut être admis aux examens de sous-lieutenant élève s'il n'a préalablement justifié "qu'il est Belge ou naturalisé.". Cette disposition est inutile, l'article 6 de la Constitution disposant notamment "que seuls ils (les Belges) sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers ".

IX.

L'article 12 du projet dispose également que nul ne peut être admis à se présenter aux examens de sous-lieutenant élève s'il n'a justifié "qu'il aura au plus 27 ans au 31 décembre de l'année de sa présentation". S'il entre dans les intentions du Gouvernement de fixer cet âge limite pour la présentation de l'épreuve professionnelle qui aura normalement lieu plus de deux ans après l'épreuve littéraire et scientifique, cette disposition devrait être insérée, pour qu'aucun doute d'interprétation ne subsiste, dans les conditions qui doivent être remplies pour participer à l'épreuve professionnelle.

.../...

X.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de nommer au grade de sous-lieutenant élève dans l'ordre du tableau d'avancement dont il est question à l'article 20 du projet, ce devrait être dit afin que le projet soit complet.

XI.

Tels qu'ils sont rédigés, les articles 21 et 22 ne permettent pas de dire s'ils ont trait aux jurys et aux épreuves de sous-lieutenant élève seulement ou si, au contraire, ils s'appliquent également au jury et aux épreuves de l'examen de sortie de l'Ecole d'application.

Le projet devrait être, sur ce point, précisé.

XII.

La rétroactivité attachée au projet par son article 23 n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne viole pas de droit acquis.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A LA NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT DE GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment les articles 7 et 9 modifiés par les lois du 14 juillet 1930 et du 30 mai 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. DE L'EXAMEN DES SOUS-LIEUTENANTS ELEVES PAR LA VOIE DU CADRE.

Article 1er.-

L'examen que les candidats doivent subir en vertu de l'article 7, 2°,b et d, de la loi du 15 septembre 1924 pour accéder au grade de sous-lieutenant élève de

gendarmerie par la voie du cadre comporte une épreuve littéraire et scientifique et une épreuve professionnelle.

Section I. De l'épreuve littéraire et scientifique.

Article 2.-

L'épreuve littéraire et scientifique comprend deux parties, la première ayant trait aux branches dites littéraires et la seconde aux branches dites mathématiques.

Article 3.-

Le programme de l'épreuve littéraire et scientifique comprend les matières prévues au programme du concours d'admission à la division "toutes armes" de l'Ecole royale militaire, à l'exception des épreuves de langues étrangères et de dessin.

Article 4.-

§ 1er. Sont dispensés à leur demande de l'épreuve littéraire et scientifique, les candidats civils ou militaires qui ont satisfait au concours d'admission dans l'une ou l'autre division de l'Ecole royale militaire.

§ 2. Sont dispensés à leur demande de la première partie de l'épreuve littéraire et scientifique, les candidats civils ou militaires qui l'ont

réussie lors d'une session antérieure ou qui ont satisfait aux épreuves littéraires du concours d'admission à l'Ecole royale militaire.

§ 3. Notre Ministre de la Défense nationale peut accorder une dispense partielle de l'épreuve littéraire et scientifique aux candidats civils et militaires qui en ont fait la demande et qui sont porteurs d'un diplôme leur conférant un grade académique conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Notre Ministre de la Défense nationale détermine les diplômes pouvant donner lieu à cette dispense.

Article 5.-

Peuvent être admis à se présenter à l'épreuve littéraire et scientifique :

1° les membres de la gendarmerie favorablement notés par leurs chefs hiérarchiques;

2° les candidats civils âgés de 17 ans au moins au 1er janvier de l'année de leur présentation et qui remplissent les conditions exigées pour contracter un engagement volontaire à la gendarmerie.

Article 6.-

Notre Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique qui n'ont pas obtenu une dispense en vertu de l'article 4.

Article 7.-

Les candidats ne peuvent se présenter plus de trois fois à l'épreuve littéraire et scientifique.

Article 8.-

Notre Ministre de la Défense nationale fixe, chaque année, le nombre de candidats civils ayant réussi l'épreuve littéraire et scientifique ou en ayant été dispensés, qui peuvent être admis à la gendarmerie avant l'âge de 21 ans.

Notre Ministre de la Défense nationale détermine les règles d'admission de ces candidats.

Section II. De l'épreuve professionnelle.

Article 9.-

L'épreuve professionnelle porte sur ...(voir observation n° VI ...).

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale peut accorder dispense partielle de l'épreuve professionnelle dans les conditions prévues à l'article 4, § 3.

.../...

Article 11.-

Pour être autorisé à présenter l'épreuve professionnelle, le candidat doit :

1° être sous-officier de gendarmerie en activité de service;

2° avoir subi avec succès l'épreuve littéraire et scientifique ou en avoir été dispensé;

3° avoir exercé les fonctions de sous-officier de gendarmerie pendant deux années au moins;

4° être âgé de 27 ans au plus au 31 décembre de l'année de la présentation;

5° avoir réussi les épreuves physiques et psychotechniques fixées par Notre Ministre de la Défense nationale;

6° être favorablement noté comme possédant des qualités de chef et être proposé comme candidat par les supérieurs hiérarchiques;

7° être agréé comme candidat sous-lieutenant des cadres actifs par Notre Ministre de la Défense nationale suivant les règles qu'il détermine.

Article 12.-

Les candidats ne peuvent se présenter plus de deux fois à l'épreuve professionnelle.

Article 13.-

Les candidats qui remplissent les conditions fixées à l'article 11 suivent, avant de présenter l'épreuve professionnelle, un cycle de formation dont la durée et l'organisation seront déterminées par Notre Ministre de la Défense nationale.

Article 14.-

Les candidats qui ont satisfait à l'épreuve professionnelle sont classés au tableau d'avancement par session d'examen d'après la cote obtenue à l'épreuve professionnelle.

Ils sont promus au grade de sous-lieutenant élève dans l'ordre de ce tableau.

CHAPITRE II. DE LA NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT DE GENDARMERIE.

Article 15.-

Le grade de sous-lieutenant de gendarmerie est conféré aux sous-lieutenants élèves de gendarmerie qui ont réussi l'examen de sortie organisé à l'issue des cours et stages de l'Ecole d'application de gendarmerie.

Article 16.-

Le programme de l'examen de sortie de l'Ecole d'application de gendarmerie porte sur les matières enseignées dans cette école.

Article 17.-

Les candidats ne peuvent se présenter plus de deux fois à l'examen de sortie.

.../...

Article 18.-

La nomination au grade de sous-lieutenant des sous-lieutenants élèves dont le brevet est de même date, se fait dans l'ordre de classement à la sortie de l'Ecole d'application.

Cet ordre est déterminé d'après la cote de mérite attribuée à chaque élève par addition de la cote obtenue à l'examen de sortie de l'Ecole d'application et de celle obtenue antérieurement, soit à l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire, soit à l'épreuve professionnelle.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 19.-

Notre Ministre de la Défense nationale détermine la composition des jurys chargés de faire passer l'examen des candidats sous-lieutenants élèves dont il est question à l'article 1er, et l'examen de sortie de l'Ecole d'application dont il est question à l'article 15. Il fixe les endroits où les jurys sont appelés à siéger, ainsi que les dates des sessions.

Article 20.-

Notre Ministre de la Défense nationale détermine tout ce qui concerne les coefficients d'importance, les cotes d'exclusion et, en général, toutes les questions relatives aux règles à observer par les jurys.

.../...

Article 21.-

L'arrêté du Régent du 17 septembre 1948 réglant l'accession par le cadre au grade de sous-lieutenant des armes, du service financier, de la gendarmerie et de l'aviation, modifié par l'arrêté du Régent du 30 mars 1949, cesse d'être applicable à la gendarmerie.

Article 22.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1951.

Toutefois, les candidats qui suivent les cours de l'Ecole des candidats officiers de gendarmerie au moment de la publication du présent arrêté restent soumis aux dispositions antérieures jusqu'à la fin de leurs études.

Article 23.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Volgens artikel 7 der wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 14 Juli 1930 en 30 Mei 1951, moet de candidaat-onderluitenant der rijkswacht eerst tot onderluitenant-leerling zijn benoemd, hetzij na met goed gevolg de cursussen aan de Koninklijke Militaire School te hebben gevolgd, hetzij na een examen van onderluitenant langs het kader te hebben afgelegd; het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de benoeming tot onderluitenant van de rijkswacht en de benoeming tot onderluitenant-leerling van de rijkswacht langs het kader strekt in de artikelen 5 tot 20 om de inrichting van dat examen te regelen.

In hetzelfde artikel der wet van 15 September 1924 is bovendien bepaald, dat de onderluitenant-leerling met goed gevolg cursussen en stage moet volgen aan de Applicatieschool van de rijkswacht; bij het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de inrichting van de Applicatieschool van de rijkswacht wordt die school ingesteld en de inrichting er van bepaald.

Bij het verlaten van die school wordt de onderluitenant-leerling tot onderluitenant benoemd na in een eindexamen te zijn geslaagd; de artikelen 1 tot 4 van het eerste ontwerp hebben als onderwerp het regelen van de modaliteiten van dat examen en van de benoeming tot de graad van onderluitenant.

De Raad van State is van advies dat het nuttig ware de twee voorgelegde ontwerpen tot één te verwerken, derwijze dat alle kwesties inzake de benoeming tot de graad van onderluitenant der rijkswacht in één en hetzelfde besluit worden behandeld.

../...

II.

Men geve het ontwerp een logische redactie :

1° in een eerste hoofdstuk behandele men het examen van onderluitenant-leerling langs het kader; in een tweede hoofdstuk de benoeming tot de graad van onderluitenant, en in een derde de algemene bepalingen ;

2° de bepalingen met betrekking tot het examen van onderluitenant langs het kader zouden best in twee afdelingen worden geordend : een eerste afdeling met betrekking tot het letterkundig en wetenschappelijk examen, en een tweede met betrekking tot het vakexamen; in het ontwerp zijn de bepalingen betreffende die twee examens verspreid.

III.

In artikel 3 van het ontwerp vindt men een tegenstrijdigheid : in het eerste lid verleent de Koning aan de Minister de bevoegdheid om het programma der kennis welke voor het eindexamen aan de Applicatieschool is vereist,vast te stellen; daarentegen stelt de Koning zelf dat programma vast volgens het tweede lid; het eerste lid zou dus moeten wegvallen.

IV.

Het bepaalde in artikel 4, derde lid, heeft geen betrekking op de benoeming tot onderluitenant-leerling of tot onderluitenant der rijkswacht; volgens de gegeven tekst is die bepaling gedurende de ganse loopbaan van de officier van toepassing.

.../...

Voor zoveel zij kan genomen worden zonder schending van artikel 9 der wet van 15 September 1924, gewijzigd bij de wet van 30 Mei 1951, zou de plaats van die bepaling niet zijn in het onderhavig ontwerp, maar wel in afdeling II van het koninklijk besluit van 12 Maart 1951, genomen ter uitvoering van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren.

V.

Artikel 5 van het ontwerp bestaat alleen uit bepalingen, overgenomen uit de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren en uit de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger. Die bepalingen moeten weggelaten worden. Men onthoude zich er van, bepalingen van wetgevende aard in een reglementaire vorm te laten voorkomen.

VI.

Volgens artikel 7 der wet van 15 September 1924 wordt het programma van het examen van onderluitenant langs het kader bij koninklijk besluit vastgesteld. Artikel 8 van het ontwerp beantwoordt niet aan hetgeen bij de wet is voorgeschreven, wanneer het bepaalt dat de Minister van Landsverdediging het programma der vereiste kennis vaststelt en dat bij het vakexamen ondervraagd wordt over militaire, administratieve en technische vakken.

.../...

VII.

Luidens artikel 11 van het ontwerp doet de Minister van Landsverdediging uitspraak over de vrijstellingen in de artikelen 9 en 10 genoemd.

Ligt het in de bedoeling van de Regering uitspraak te laten doen over elke vrijstelling, dan wijzige men de twee leden van artikel 9 volgens welke de candidaten, die aan de er in bepaalde voorwaarden beantwoorden, recht hebben op vrijstelling van sommige examengedeelten.

VIII.

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt dat niemand tot de examens van onderluitenant-leerling mag toegelaten worden zo hij niet vooraf bewezen heeft "dat hij Belg of genaturaliseerd is". Deze bepaling is overbodig, daar artikel 6 van de Grondwet onder meer zegt dat "zij (de Belgen) alleen tot de burgerlijke en militaire bedieningen worden toegelaten, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen ingevoerd worden ".

IX.

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt voorts dat het niemand mag toegelaten worden zich voor de examens van onderluitenant-leerling aan te melden, zo hij niet bewezen heeft "dat hij ten hoogste de ouderdom van 27 jaar zal bereiken op 31 December van het jaar waarin hij zich aanmeldt". Zo het in de bedoeling van de Regering

.../...

ligt deze grensleeftijd te stellen voor de aanmelding voor het vakexamen, dat normaal meer dan twee jaar na het letterkundig en wetenschappelijk examen zal plaats hebben, dan zou die bepaling, om alle twijfel inzake interpretatie weg te nemen, moeten ingevoegd worden onder de voorwaarden waaraan moet worden voldaan voor de deelneming aan het vakexamen.

X.

Indien het in de bedoeling van de Regering ligt, de benoemingen tot de graad van onderluitenant-leerling te doen in de volgorde van de bevorderingstabel waarvan sprake in artikel 20 van het ontwerp, dan ware het nodig zulks te zeggen, opdat het ontwerp volledig zou zijn.

XI.

Met de gegeven tekst van de artikelen 21 en 22 is het niet mogelijk uit te maken, of die artikelen alleen betrekking hebben op de examencommissies en de examens van onderluitenant-leerling, dan wel of zij integendeel ook van toepassing zijn op de examencommissie en het eindexamen van de Applicatieschool.

Het ontwerp zou zich dienaangaande nader moeten uitspreken.

XII.

De terugwerkende kracht door artikel 23 aan het ontwerp gegeven, is alleen tegen critiek bestand in zover zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp slechts vormwijzigingen aan te brengen die geen commentaar behoeven en in de hierna voorgestelde tekst in acht zijn genomen :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE BENOEMING TOT DE GRAAD VAN ONDERLUITENANT DER RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, namelijk op de artikelen 7 en 9 gewijzigd bij de wetten van 14 Juli 1930 en 30 Mei 1951 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. - HET EXAMEN VAN ONDERLUITENANT-LEERLING LANGS HET KADER.

Artikel 1.-

Het examen dat de candidaten krachtens artikel 7, 2°, b en d, van de wet van 15 September 1924 moeten afleggen om toegang te hebben tot de graad van onderluitenant-leerling der rijkswacht langs het kader, bestaat uit een letterkundig en wetenschappelijk examen en een vakexamen.

.../...

Afdeling 1.- Het letterkundig en wetenschappelijk examen.

Artikel 2.-

Het letterkundig en wetenschappelijk examen omvat twee gedeelten : het eerste heeft betrekking op de zogenaamde letterkundige vakken, het tweede op de zogenaamde wiskundige vakken.

Artikel 3.-

Het programma van het letterkundig en wetenschappelijk examen omvat de vakken opgegeven in het programma van het vergelijkend examen voor toelating tot de afdeling "alle wapens" van de Koninklijke Militaire School, met uitzondering van de examengedeelten over vreemde talen en het tekenen.

Artikel 4.-

§ 1. Van het letterkundig en wetenschappelijk examen worden op hun verzoek vrijgesteld,de burgerlijke of militaire candidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot een der afdelingen van de Koninklijke Militaire School.

§ 2. Van het eerste gedeelte van het letterkundig en wetenschappelijk examen worden op hun verzoek vrijgesteld,de burgerlijke of militaire candidaten die daarvoor bij een vroegere zittijd zijn geslaagd of die voor het letterkundig gedeelte van het vergelijkend examen voor toelating tot de Koninklijke Militaire School zijn geslaagd.

.../...

§ 3. Onze Minister van Landsverdediging kan een gedeeltelijke vrijstelling van het letterkundig en wetenschappelijk examen verlenen aan de burgerlijke of militaire candidaten die er om verzoeken en die houder zijn van een diploma dat hun een academische graad verleent overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 December 1949.

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt welke diploma's voor deze vrijstelling in aanmerking komen.

Artikel 5.-

Tot het letterkundig en wetenschappelijk examen kunnen worden toegelaten :

1° de leden van de rijkswacht die goed aangeschreven staan bij hun hiërarchische meerderen ;

2° de burgerlijke candidaten die minstens 17 jaar oud zijn op 1 Januari van het jaar waarin ze zich aanmelden en die de vereiste voorwaarden vervullen om een vrijwillige dienstverbintenis bij de rijkswacht aan te gaan.

Artikel 6.-

Onze Minister van Landsverdediging kan de candidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen, die geen vrijstelling krachtens artikel 4 hebben bekomen, aan een voorafgaand examen onderwerpen.

.../...

Artikel 7.-

De candidaten mogen zich niet meer dan driemaal voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aanmelden.

Artikel 8.-

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt jaarlijks het getal van de in het letterkundig en wetenschappelijk examen geslaagde of daarvan vrijgestelde burgerlijke candidaten welke vóór de leeftijd van 21 jaar bij de rijkswacht mogen opgenomen worden.

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt de vereisten tot aanneming van deze candidaten.

Afdeling 2. - Het vakexamen.

Artikel 9.-

Het vakexamen heeft betrekking op ... (zie opmerking VI)...

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging kan gedeeltelijke vrijstelling van het vakexamen verlenen onder de voorwaarden in artikel 4, § 3, gesteld.

Artikel 11.-

Om het vakexamen te mogen afleggen, moet de candidaat :

.../...

1° onderofficier der rijkswacht in actieve dienst zijn ;

2° met goed gevolg het letterkundig en wetenschappelijk examen afgelegd hebben of daarvan vrijgesteld zijn ;

3° de functie van onderofficier der rijkswacht gedurende ten minste 2 jaar hebben uitgeoefend ;

4° ten hoogste 27 jaar oud zijn op 31 December van het jaar waarin hij zich aanmeldt ;

5° geslaagd zijn in de lichamelijke en psychotechnische proeven, bepaald door Onze Minister van Landsverdediging ;

6° goed aangeschreven staan als blijk gevende van hoedanigheden van overste, en als candidaat door de hiërarchische meerderen voorgedragen worden ;

7° door Onze Minister van Landsverdediging volgens door hem bepaalde regelen als candidaat-onderluitenant van het actief kader aangenomen zijn.

Artikel 12.-

De candidaten mogen zich niet meer dan tweemaal voor het vakexamen aanmelden.

Artikel 13.-

De candidaten die aan de voorwaarden, in artikel 11 gesteld, voldoen, volgen alvorens zich voor het vakexamen aan te melden een vormingscyclus waarvan de duur en de inrichting door Onze Minister van Landsverdediging worden bepaald.

Artikel 14.-

De candidaten die voor het vakexamen zijn geslaagd, worden op de bevorderingstabel gerangschikt per examenzittijd volgens het beoordelingscijfer bij het vakexamen behaald.

.../...

Zij worden in de volgorde van die tabel tot de graad van onderluitenant-leerling bevorderd.

HOOFDSTUK II. - BENOEMING TOT DE GRAAD VAN ONDERLUITENANT DER RIJKSWACHT.

Artikel 15.-

De graad van onderluitenant der rijkswacht wordt verleend aan de onderluitenants-leerlingen der rijkswacht die geslaagd zijn voor het eindexamen ingericht aan het einde van de cursussen en stages van de Applicatieschool van de rijkswacht.

Artikel 16.-

Het programma van het eindexamen van de Applicatieschool van de rijkswacht handelt over de in deze school onderwezen vakken.

Artikel 17.-

De candidaten mogen zich niet meer dan tweemaal voor het eindexamen aanmelden.

Artikel 18.-

De benoemingen van de onderluitenants-leerlingen wier brevet dezelfde datum draagt, tot de graad van onderluitenant, worden gedaan in de volgorde waarin zij bij het verlaten van de Applicatieschool zijn gerangschikt.

Die volgorde wordt bepaald volgens het beoordelingscijfer dat aan ieder leerling wordt toegekend door samentelling van het cijfer dat op het eindexamen van de Applicatieschool werd behaald en het cijfer dat vroeger werd behaald hetzij bij het eindexamen van de Koninklijke Militaire School, hetzij bij het vakexamen.

.../...

HOOFDSTUK III. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 19.-

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt de samenstelling van de examencommissies die belast zijn met het afnemen van het examen van de candidaten onderluitenants-leerlingen waarvan sprake in artikel 1, en van het eindexamen van de Applicatieschool waarvan sprake in artikel 15. Hij bepaalt op welke plaatsen de commissies zullen zitting houden en op welke data de zittingen plaats hebben.

Artikel 20.-

Onze Minister van Landsverdediging bepaalt al wat de waardecoëfficiënten en de uitsluitingscijfers betreft, en in het algemeen alle aangelegenheden in verband met de door de examencommissies in acht te nemen regels.

Artikel 21.-

Het besluit van de Regent van 17 September 1948 ter regeling van de wijze om langs het kader de graad van onderluitenant van de wapens, van de financiële dienst, de rijkswacht en het vliegwezen te bereiken, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 30 Maart 1949, is niet langer van toepassing op de rijkswacht.

Artikel 22.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1951.

.../...

Echter blijven de candidaten, die de cursussen aan de school der candidaat-officieren van de rijkswacht volgen op het tijdstip van de bekendmaking van dit besluit, tot het einde van hun studiën aan de vroegere bepalingen onderworpen.

Artikel 23.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : A. VRANCKX, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,
J. COOLEN, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : A. VRANCKX, raadsheer van State, voorzitter
J. COYETTE, raadsheren van State,
G. HOLOYE,
J. COOLEN, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) A.VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat f.f.,

De w.n.Griffier van de Raad van State,

J.CYPRES,
Greffier adjoint,
Adjunct-griffier.